



Conseil économique et social

Distr. générale
10 octobre 2005
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2006

19-27 janvier 2006

Rapports quadriennaux pour la période 2001-2004, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social*

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. American Jewish Committee	2
2. Global Rights	4
3. Greek Council for Refugees	7
4. Rotary International	13
5. Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church	17

* La version originale anglaise des rapports présentés par les organisations non gouvernementales n'est pas revue par les services d'édition.



1. American Jewish Committee

Statut consultatif spécial accordé en 1997

Fondé en 1906, l'American Jewish Committee s'est donné pour mission de participer à l'instauration d'un monde plus pacifique, plus humain et plus juste pour tous. Il s'emploie à promouvoir les droits fondamentaux de chacun, en tous lieux, ainsi que les droits et les libertés des Juifs du monde entier, et s'efforce d'éliminer l'antisémitisme et d'autres formes voisines d'intolérance. À l'échelon international, il favorise l'harmonie et l'entente entre divers groupes religieux, ethniques, raciaux et sociaux. Il s'emploie à améliorer les relations humaines, à faire progresser la justice et à plaider en faveur de l'élaboration et de l'application de normes de l'ONU, qui constituent le meilleur moyen de promouvoir le progrès social et l'amélioration des niveaux de vie dans le cadre d'une plus grande liberté. Pendant la période 2001-2004, l'American Jewish Committee a formé de nouveaux partenariats avec des communautés et organisations juives de Pologne, d'Espagne, de Tunisie et du Venezuela, ainsi qu'avec le Conseil européen des communautés juives.

Pendant la période 2001-2004, l'American Jewish Committee a assisté à des réunions de plusieurs organes ou organismes des Nations Unies, notamment des organes subsidiaires du Conseil économique et social, ou a organisé des consultations avec des membres de ces organes et organismes. Des représentants de l'American Jewish Committee assistent régulièrement aux débats de la Commission de la condition de la femme, de la Commission des droits de l'homme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et en suivent la teneur. Le 20 août 2002, des représentants de l'American Jewish Committee ont organisé un débat sur les droits des femmes et le VIH/sida dans le cadre de la session extraordinaire du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui a fait suite à la vingt-septième session. La Présidente du Comité, M^{me} Charlotte Abaka, experte ghanéenne des droits de l'homme, a pris la parole, ainsi que M^{me} Nafis Sadik, pakistanaise, qui était à l'époque l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le VIH/sida en Afrique.

En juin 2002, la Commission des relations internationales de l'American Jewish Committee a pris position en faveur du retour des États-Unis à l'UNESCO, exprimée dans une lettre du 12 août 2002 adressée à un membre de la Chambre des représentants, Tom Lantos, par le Président de la Commission. Pendant la semaine du 18 août 2002, le Directeur général et le Président de l'American Jewish Committee se sont entretenus, au Siège de l'ONU à New York, avec Sergio Vieira de Mello, qui venait d'être nommé Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, afin d'exprimer le soutien qu'apporte depuis longtemps l'American Jewish Committee aux Nations Unies et à l'action du Haut Commissaire.

Un représentant de l'American Jewish Committee siège au bureau exécutif du Comité des droits de l'homme de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU et à celui du Comité des organisations non gouvernementales d'inspiration religieuse. En outre, deux représentants de l'organisation siègent respectivement au comité exécutif du Conseil des organisations de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies et au Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur le Conseil de sécurité.

Des représentants de l'American Jewish Committee ont également assisté aux débats de la Troisième Commission de l'Assemblée générale et ont participé ou organisé des séminaires ou réunions avec des fonctionnaires ou représentants des Nations Unies. Par exemple, le 13 juin 2001, l'American Jewish Committee s'est réuni au Siège de l'ONU pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et pour évoquer le souvenir de Raphael Lemkin, qui s'était consacré à l'élaboration et à la ratification de la Convention. M^{me} Nane Annan a prononcé, au nom du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, un discours devant un large auditoire composé de plus de 200 diplomates, fonctionnaires de l'ONU et représentants d'organisations non gouvernementales (voir communiqué de presse de l'ONU publié sous la cote SG/SM/7842). Une monographie intitulée « An Epitaph for Rafael Lemkin » (Une épitaphe pour Rafael Lemkin) a été publiée à cette occasion.

Des représentants de l'American Jewish Committee ont rencontré chaque année des chefs d'État, des ministres des affaires étrangères ou d'autres dirigeants de 50 à 60 États Membres de toutes les régions du monde, dans le cadre de réunions à huis clos, à l'occasion de leur participation au débat général de l'Assemblée générale.

En 2002, un représentant de l'American Jewish Committee a participé à une série de réunions de représentants d'organisations non gouvernementales afin de rencontrer des candidats susceptibles d'être élus aux fonctions de juge de la Cour pénale internationale. Les 14 et 15 mars 2002, le Jacob Blaustein Institute for the Advancement of Human Rights a organisé, en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, une consultation d'experts sur l'avenir des représentants sur le terrain des droits de l'homme. Des représentants de divers bureaux des Nations Unies y ont également participé.

Pendant l'hiver 2002, l'American Jewish Committee a financé, à hauteur de 50 000 dollars, l'action du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Afghanistan, renouvelant ainsi une pratique adoptée lors du conflit au Kosovo (Serbie-et-Monténégro). L'American Jewish Committee a mené une série d'initiatives allant dans le sens des buts et objectifs généraux du Conseil économique et social de l'ONU en fournissant secours humanitaire et aide au développement. En 2001, l'American Jewish Committee a fait don de 50 000 dollars pour reconstruire deux écoles, hindoue et musulmane, après un tremblement de terre. Également en 2001, il a versé 25 000 dollars destinés à la reconstruction d'un dispensaire endommagé par les tremblements de terre ayant eu lieu à El Salvador. En 2003, ses dons ont aidé des personnes vivant avec le VIH/sida au Cap (Afrique du Sud). En 2004, il a fait des dons en Éthiopie afin de former des médecins au traitement des patients vivant avec le VIH/sida et de fournir des secours humanitaires aux orphelins dont les parents sont morts de la maladie. En 2004, il a accordé 25 000 dollars d'aide aux victimes des inondations ayant eu lieu en République dominicaine et à Haïti.

2. Global Rights

Statut consultatif spécial accordé en 1989

I. Changements au sein de l'Organisation depuis le dernier rapport

- *Nom ou coordonnées de l'organisation* : Nous avons changé de nom. Le Groupe juridique international des droits de l'homme se nomme désormais « Global Rights : Partners for Justice ».
- *Répartition géographique des membres* : L'organisation ne compte pas de membres. Nous avons des bureaux dans neuf pays : Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Inde, Maroc, Nigéria, République démocratique du Congo, Sierra Leone et États-Unis d'Amérique. Nous collaborons avec des organisations partenaires dans une vingtaine de pays.
- *Constitution ou statuts* : Nos statuts ont été amendés de façon à tenir compte de notre changement de nom. Le règlement de l'association a également été amendé en conséquence.

II. Activités menées pendant la période considérée

Commission de la condition de la femme de l'ONU

Global Rights s'emploie sans relâche à intégrer les droits des femmes à l'ensemble de ses programmes et a participé à la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme. En 2001, nous avons fait en sorte que des experts africains des droits des femmes en matière de succession présentent à la Commission un exposé portant à la fois sur les droits économiques et le droit d'hériter des femmes. Nous avons également organisé des débats de haut niveau, qui ont donné lieu à une résolution sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan, qu'il a été recommandé au Conseil économique et social d'adopter. En 2002, Global Rights a mis au point un guide élémentaire expliquant comment solliciter l'appui de la Commission. Nous avons également mis en place à l'intention des ONG un programme de formation intensive aux campagnes de mobilisation faisant intervenir la Commission. En 2003, des membres du personnel de Global Rights ont assisté et participé à plusieurs groupes de travail de la quarante-sixième session de la Commission, portant notamment sur les femmes musulmanes et les droits de l'homme, ainsi que la violence à l'égard des femmes.

Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (31 août-7 septembre)

Global Rights a organisé un forum spécial sur les expériences comparées du racisme, dans le cadre de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban en 2001. Ce forum spécial, intitulé « VOICES », a fait intervenir 21 personnes originaires de 18 pays, qui ont exprimé les nombreuses formes du racisme se manifestant dans le monde, telles que les crimes inspirés par la haine contre un groupe particulier, l'esclavage, ainsi que la discrimination systématique fondée sur la race, la couleur de peau, l'ascendance et les origines nationales ou ethniques.

Pendant six jours, les participants au forum ont fait part de leur expérience du racisme, devant un groupe de fonctionnaires des Nations Unies et d'experts. Des centaines de représentants de l'ONU, de membres de gouvernements, de groupes de la société civile du monde entier et des médias internationaux ont assisté aux débats de ce forum. Les participants ont présenté une déclaration au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans le cadre des débats officiels de la Conférence.

Dès les premiers préparatifs de la Conférence, Global Rights s'est employé à faire participer les groupes de la société civile à la Conférence. Nous avons mis au point à l'intention des ONG un guide sur la participation à la Conférence et l'avons distribué à grande échelle. Outre les activités préparatoires menées avant 2001, Global Rights a participé activement à la réunion préparatoire intersessions de la Conférence, tenue en mars 2001 et à la deuxième réunion du Comité préparatoire, tenue à Genève en mai-juin 2001. Dans le cadre de ces deux réunions, nous avons collaboré activement avec des groupes d'organisations non gouvernementales sur des questions ayant trait à la race, à la pauvreté et à la justice pénale. Global Rights a coordonné la table ronde consacrée à la race et à la pauvreté dans les Amériques.

Global Rights s'est également employé à faire en sorte que la problématique commune de la discrimination sexuelle et de la discrimination raciale occupe une place centrale à la Conférence. L'Organisation a mené des activités de communication auprès de groupes de femmes iraniennes à l'occasion de la réunion du Comité préparatoire pour l'Asie, qui a eu lieu à Téhéran. Global Rights a également préparé des groupes de femmes autochtones et afro-caribéennes du Nicaragua à faire part à la Conférence de leur expérience à la fois de femme et de membre d'un groupe ethnique.

Le programme Advocacy Bridge

Dans le cadre d'un programme sans pareil mené depuis 1997, le programme Advocacy Bridge, Global Rights forme des défenseurs des droits de l'homme originaires de collectivités généralement sous-représentées à participer à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui se tient tous les ans au printemps à Genève. La formation de Global Rights aide des militants locaux à intégrer et à mettre en œuvre efficacement des stratégies de mobilisation internationales en vue de faire évoluer la situation dans leur propre pays.

En 2001, le programme Advocacy Bridge a réuni 15 dirigeants d'ONG défendant les droits de l'homme, originaire de dix pays : Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Maroc, Nigéria, Pakistan, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Yémen. Les participants ont travaillé sur deux grands thèmes : la justice en période de transition et les questions d'impunité en cas de violations flagrantes des droits de l'homme commises dans le cadre de conflits armés, ainsi que les droits de la femme et l'intolérance, compte tenu des immenses obstacles culturels et religieux auxquels se heurte dans de nombreux pays l'exercice par les femmes de leurs droits fondamentaux.

En 2002, le programme Advocacy Bridge a réuni 18 défenseurs des droits de l'homme, originaires de huit pays : Afghanistan, Brésil, Burundi, Nicaragua, Pakistan, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Uruguay. L'accent a été mis sur trois thèmes : la justice en période de transition, les droits des femmes en Afghanistan et la discrimination raciale en Amérique latine.

En 2003, 14 militants de premier plan des droits de l'homme, originaires du Burundi, de la République démocratique du Congo, de l'Afghanistan, du Maroc, du Pakistan, de la Colombie, du Nicaragua, de la Bosnie-Herzégovine et des États-Unis ont participé au programme. Ils se sont penchés sur deux thèmes : la discrimination raciale et sexiste et la violence à l'égard des femmes, une importance particulière étant accordée à l'impunité et à la justice en période de transition. Global Rights a également parrainé deux séances thématiques de la Commission des droits de l'homme, consacrées aux violations des droits de l'homme résultant de la guerre contre le terrorisme.

En 2004, la délégation du programme Advocacy Bridge s'est composée de 16 militants de premier plan des droits de l'homme originaires du Burundi, du Nicaragua, de l'Inde, d'Israël, de la Mongolie, du Nigéria, de Trinité-et-Tobago et des États-unis. Outre l'examen de thèmes propres à des pays particuliers, les délégués ont été répartis en trois équipes qui ont respectivement traité de la situation des employées de maison, des minorités sexuelles et des femmes dans le cadre de la justice en période de transition.

3. Greek Council for Refugees

Statut consultatif spécial accordé en 2001

Le Greek Council for Refugees a continué de contribuer, à l'échelle opérationnelle, à la réalisation de l'un des principaux buts et objectifs des Nations Unies, à savoir la protection et l'intégration des réfugiés conformément à la Convention de Genève de 1951 et au Protocole de New York de 1967.

Partie I

Changements au sein de l'organisation

Constitution : Si la mission et les objectifs du Greek Council for Refugees n'ont pas changé, un amendement, approuvé par l'assemblée générale de l'organisation et par les autorités juridiques nationales le 20 juillet 2001, étend le champ d'action potentiel de ses activités au-delà des frontières de la Grèce. Cela permet à l'organisation de coopérer avec des ONG ayant des objectifs analogues dans d'autres pays et d'agir en dehors de la Grèce.

Conseil de direction : Un nouveau conseil de direction a été élu au terme de l'assemblée générale de l'organisation d'avril 2005.

Composition : Le nombre total d'adhérents est passé de 52 il y a six ans à 97 aujourd'hui.

Domaines d'activité : Si sa mission et ses objectifs généraux, ainsi que la nature de ses activités, restent en grande partie conformes à ce qui a été indiqué dans la demande d'admission présentée le 27 mai 1999, le Greek Council for Refugees a étendu son champ d'action en Grèce; il a également considérablement renforcé sa coopération avec des ONG non grecques et ses activités menées dans d'autres pays. En outre, le rôle qu'il joue en matière de mobilisation a également été renforcé. On trouvera dans la deuxième partie une brève description de cette évolution.

Moyens de financement : Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui constituait la principale source de financement de l'organisation, a réduit l'appui financier qu'il accordait à la Grèce. Le Greek Council for Refugees s'est efforcé d'obtenir d'autres moyens de financement et réussit à financer ses activités grâce aux subventions de l'Union européenne (UE) et du Gouvernement, aux fonds reçus du secteur privé, à la collecte de fonds et aux contributions de ses membres. En 2004, le montant total des dépenses engagées au titre de ses programmes s'élevait à 1 330 707,18 euros, dont 8,13 % étaient financés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 0,1 % par le Greek Council for Refugees, 27,80 % par l'Union européenne, 56,99 % par le Gouvernement et 6,66 % par le secteur privé.

Partie II

Activités

Comme cela a déjà été mentionné, les activités du Greek Council for Refugees restent axées sur la protection et l'intégration des réfugiés, conformément à la Convention de Genève de 1951 et au Protocole de New York. En pratique, il est possible de classer les activités en trois grandes catégories, bien qu'elles soient complémentaire et souvent étroitement liées.

Services juridiques

a) Facilitation de l'accès à la procédure de demande d'asile et apport d'informations et de conseils initiaux aux individus arrivés depuis peu.

b) Apport d'assistance juridique et représentation judiciaire, à titre gratuit, à la fois aux nouveaux venus et aux réfugiés et demandeurs d'asile installés, selon qu'il convient : 1) au premier stade de l'examen de leur demande; 2) avant le comité consultatif spécial (commission de recours) au deuxième stade; et/ou avant les tribunaux ou autres autorités, comme le Conseil d'État.

c) De nombreux immigrants clandestins arrivant dans des zones frontalières très dispersées de la Grèce, l'organisation fournit, en consultation avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les ministères compétents :

- 1) une assistance juridique et une évaluation de dossiers, assurées par son personnel; et
- 2) une assistance effective aux demandeurs d'asile des régions éloignées, par l'intermédiaire d'un réseau national d'aide juridictionnelle;

d) Suivi de l'évolution des politiques et des dispositions législatives et organisation ou participation à des séminaires informatifs.

Services sociaux

L'objectif de cette division est de faciliter l'intégration et l'indépendance des demandeurs d'asile, des réfugiés et des personnes admises pour raisons humanitaires, à titre individuel ou collectif.

Le Service social central fournit des services de conseils et informations, intervient auprès des institutions et services dans l'intérêt des personnes desservies (dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la formation professionnelle, etc.). De longues consultations avec les individus ou les familles permettent de fournir des services de conseil et des informations, tandis que des interventions auprès des autorités compétentes en vue de régler des questions de santé (examens médicaux, traitement, suivi médical, obtention de prothèses et de matériel paramédical) aident régulièrement des nouveaux venus ainsi que d'autres réfugiés et demandeurs d'asile. L'accueil des nouveaux venus consiste principalement à garantir leur hébergement dans des centres d'accueil et des logements temporaires. Un grand nombre d'individus et de familles bénéficient ainsi tous les jours de cette assistance.

Intégration

Le Centre interculturel PYXIDA (boussole) facilite l'intégration au moyen de diverses activités, dont l'enseignement de la langue grecque, des cours particuliers, la création et la gestion de groupes de loisirs, d'activités culturelles, etc. On a ainsi préparé des enfants à leur entrée dans des écoles grecques, principalement en leur donnant des leçons de grec. D'autres enfants ont bénéficié de cours de soutien pour pouvoir suivre l'enseignement scolaire. En outre, des cours de grec destinés aux adultes, ainsi que d'anglais, de français, d'allemand et d'informatique ont été donnés. Des enfants et des adolescents ont participé à des activités créatrices ou à des troupes de théâtre. Des adultes et des enfants ont participé à des festivals, des excursions, des visites de musées, etc.

Foyer de demandeurs d'asile vulnérables

L'administration par le Greek Council for Refugees d'un foyer de demandeurs d'asile vulnérables (par exemple des mineurs non accompagnés, des familles monoparentales, des personnes âgées, des femmes enceintes non accompagnées, etc.) au sein d'une structure résidentielle a malheureusement pris fin faute de financement, à la fin de l'année 2004. Les efforts visant à proposer de nouveau ce service se poursuivent.

Le foyer hébergeait en permanence une quarantaine de personnes, qui étaient nourries et bénéficiaient d'un ensemble de services de logement, de services psychologiques individuels et collectifs, de cours de grec intensifs, d'aide pour l'obtention de permis de travail et d'autres services.

Programme IOLAOS de réinsertion psychosociale des réfugiés atteints de troubles mentaux

Lancé en 2001, un programme novateur de réinsertion des réfugiés qui présentent des troubles mentaux se poursuit à ce jour. Le programme Iolaos se compose d'un centre de patients internés, d'un centre de soins de jours pour patients non internés et d'un appartement « sous protection » pour les personnes prêtes à quitter le centre pour vivre indépendamment mais en étant supervisées.

Cette division est dotée d'un personnel qualifié, encadré par un psychiatre. Les programmes thérapeutiques (traitement pharmaceutique, soutien psychologique, socialisation, réinsertion) sont établis en fonction des besoins particuliers de chaque réfugié. En plus de remédier aux problèmes médicaux, le centre facilite également l'intégration, par exemple l'apprentissage de la langue locale et l'obtention d'un travail.

Le programme CHICAM (Children in Communication about Migration)

Un programme novateur de recherches et de pédagogie de l'Institut pédagogique de l'Université de Londres vise à approfondir certaines questions d'actualité qui se posent en Europe : les migrations, l'utilisation de nouvelles

méthodes de communication et l'évaluation de l'expérience des enfants qui utilisent ces méthodes.

Le premier volet des recherches a été axé sur la situation des réfugiés et des immigrants, telle qu'elle a été observée d'après les échanges entre eux dans les six pays européens qui participaient au programme. Au début, les enfants participant ont acquis des bases informatiques et se sont familiarisés avec le reste du matériel. Ils ont ensuite produit de petits documents visuels sur leur famille, leurs amitiés et l'école. Parallèlement, un projet de recherche a été mené sur le terrain auprès des enfants, de leur famille et de la société, ce qui a permis de tirer des conclusions quant à certaines pratiques. Des liens importants ont également été établis entre compatriotes et entre habitants d'autres pays.

Le Service d'emploi, qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative EQUAL de l'UE, vise à orienter les réfugiés vers des emplois. Une autre priorité consiste à préparer les femmes réfugiées au monde du travail.

Le programme HERMES

La première phase de ce programme de recherche de l'UE a été entreprise par le Greek Council for Refugees et des ONG de trois autres pays européens et s'est achevée en juillet 2003. Il s'agissait d'évaluer l'ampleur du problème que constitue l'abandon scolaire des adolescents réfugiés.

Participation de l'Organisation à des projets collaboratifs de plus grande envergure

A. Comité national des droits de l'homme

Le Greek Council for Refugees est l'une des six organisations non gouvernementales membres du Comité national des droits de l'homme. En outre, un membre du conseil de direction de l'organisation a été élu à la présidence du Département III du Comité national des droits de l'homme, qui est chargé de veiller au respect des droits fondamentaux des réfugiés.

Des représentants du Comité national des droits de l'homme ont contribué activement aux débats de divers services du Comité national en soulevant des questions et en formulant des recommandations visant à améliorer la législation et les pratiques relatives aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

B. Service de coopération internationale pour le développement du Ministère des affaires étrangères de la Grèce

Le Greek Council for Refugees participe au Comité consultatif national des ONG du Ministère des affaires étrangères, aux côtés de toutes les ONG inscrites au registre du Service de coopération internationale, et est invité à toutes les réunions qui s'y rapportent. Il est également membre du Réseau des ONG d'orientation européenne, mis en place par le Ministère des affaires étrangères.

C. Initiative européenne « EQUAL »

Le Greek Council for Refugees participe, sous l'égide du Ministère du travail, à deux projets collaboratifs de cette initiative européenne, qui ont été approuvés en mai 2002.

Le sous-programme « Égalité » vise à élaborer un système de qualité de services de conseils et de soutien et d'emploi.

Il a commencé en novembre 2002 et pris fin en juin 2004. Le Greek Council for Refugees s'est principalement occupé de recherches visant à recenser les systèmes et procédures qui caractérisent le marché de l'emploi grec, compte tenu de l'intégration en son sein des groupes défavorisés, notamment des réfugiés, des immigrants, des tziganes, etc.

Le sous-programme « Anadrasi – Istos » vise à créer et développer un réseau de coopération tendant à aider les demandeurs d'asile.

Le programme a commencé en novembre 2002 et a pris fin en août 2004. Le Greek Council for Refugees s'est occupé du soutien à apporter aux institutions et de leur formation en ce qui concerne les questions ayant trait à l'asile, ainsi que de l'assistance juridique à prodiguer aux demandeurs d'asile en cas d'arrivée massive et les prestations de services aux fins de leur intégration sociale (emploi, etc.).

Un nombre important de demandeurs d'asile a déjà bénéficié des services d'assistance juridique et de recherche d'emploi. Le Greek Council for Refugees participe au Conseil d'administration et aux comités scientifiques du programme.

D. Coopération avec d'autres ONG contribuant à la réalisation des objectifs des Nations Unies

Le Greek Council for Refugees collabore avec des ONG internationales et nationales, notamment ECRE et ECRAN, dans le cadre de programmes de protection des réfugiés.

E. Coopération avec des organes et organismes des Nations Unies

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés reste le principal partenaire du Greek Council for Refugees. Ce dernier agit et collabore activement à l'échelle locale; il participe régulièrement et activement à son siège aux réunions annuelles du programme du Comité exécutif du Haut Commissariat à Genève ainsi que, selon les besoins, à d'autres réunions d'organismes des Nations Unies.

F. Participation aux activités de l'ONU

Bien qu'il ait été invité à un certain nombre de réunions organisées par le Conseil économique et social, le Greek Council for Refugees a été dans l'impossibilité d'y assister, faute de moyens financiers et notamment parce que les sujets débattus n'avaient pour la plupart aucun rapport direct avec les questions concernant les réfugiés.

G. Sensibilisation de la population aux questions concernant les réfugiés

Le Greek Council for Refugees a participé à des débats publics ou en a organisé à cette fin. Il a également mis au point un programme de sensibilisation des élèves, assorti de réunions et d'autres activités organisées dans les établissements scolaires.

H. Publications

Un certain nombre de documents importants ont été établis par le Greek Council for Refugees et publiés.

4. Rotary International

Statut consultatif spécial accordé en 1993

Introduction

Rotary International est une organisation réunissant environ 1,2 million de personnalités influentes du milieu des affaires et des professions libérales qui fournissent des services humanitaires, encouragent l'adoption de strictes normes déontologiques dans toutes les professions et contribuent à instaurer la bienveillance et la paix dans le monde. L'organisation a été fondée en 1905 et s'est développée depuis pour devenir aujourd'hui un réseau mondial comprenant plus de 32 000 clubs répartis dans 168 pays.

Les clubs Rotary s'emploient à améliorer la qualité de vie de collectivités du monde entier, au moyen de projets bénévoles entrepris à l'échelle locale. Ces projets sont financés par les clubs ou grâce à des subventions de la Fondation Rotary.

Composition

Le nombre d'adhérents des clubs Rotary a augmenté de 3 % au cours des quatre dernières années, pour atteindre 1 214 127 en décembre 2004. De plus en plus de clubs ont été créés dans le monde, notamment dans les pays suivants où Rotary International n'était auparavant pas présent : les Émirats arabes unis (2002), le Timor-Leste (2002) et l'Afghanistan (2003).

Affiliations avec des organismes internationaux dotés du statut consultatif auprès des Nations Unies

Outre le Conseil économique et social, Rotary International entretient des relations officielles avec l'OMS, l'UNICEF, l'UNESCO, la FAO, le PNUE, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Conseil de l'Europe, la Banque mondiale et l'Organisation des États américains. Rotary International s'emploie actuellement à nouer des relations avec l'Union africaine. Afin d'entretenir une relation étroite avec ces organisations, le président de Rotary International à l'échelle mondiale nomme tous les ans des dirigeants de l'organisation chargés de la représenter auprès des principales organisations intergouvernementales des Nations Unies à New York, Genève, Vienne, Paris, Nairobi, Washington, Rome, Bangkok et Beyrouth, ainsi qu'au Chili.

Évolution des moyens de financement ou des priorités

Dans le cadre du partenariat mondial visant à éradiquer la polio, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a qualifié le programme PolioPlus de Rotary de « parfait exemple de partenariat entre les secteurs privé et public ». Depuis 1985, Rotary a consacré plus d'un demi-milliard de dollars aux programmes mondiaux d'éradication de la polio. En 1988, l'Assemblée mondiale de la santé a mis la communauté internationale au défi d'éliminer la polio. Depuis, l'action de Rotary et d'organismes partenaires, dont l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis et des gouvernements du monde entier, a permis de réduire de 99 % le nombre de cas de polio dans le monde.

L'insuffisance des moyens financiers constitue le plus grand obstacle à l'obtention d'un monde sans polio. En février 2002, Rotary a de nouveau relevé le défi, en annonçant une campagne de collecte de fonds pour l'éradication de la polio visant à réunir 80 millions de dollars des États-Unis destinés au budget nécessaire à l'éradication de la polio dans le monde.

Coopération avec des organismes et fonctionnaires des Nations Unies

Depuis le dernier rapport quadriennal, Rotary International a été invité de plus en plus souvent à participer aux débats de haut niveau des conférences et réunions du Conseil économique et social et d'autres organes et organismes des Nations Unies. Des responsables de Rotary se sont entretenus régulièrement des projets de collaboration avec des directeurs et administrateurs des organismes des Nations Unies. Des hauts dirigeants de Rotary International sont souvent invités à prononcer des discours d'ouverture ou à participer à des tables rondes. En outre, Rotary International a apporté son soutien aux conférences des Nations Unies en organisant des tables rondes et des expositions ou en définissant des positions de principe destinées à être présentées ou publiées. Les exemples qui suivent témoignent de la grande diversité des thèmes abordés dans le cadre des initiatives de Rotary International et ne constituent qu'une partie des manifestations des Nations Unies auxquelles Rotary a participé au cours des quatre dernières années :

- **Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales**, ONU, New York, septembre 2001 – Le Président du Conseil d'administration de la Fondation Rotary a prononcé un discours d'ouverture sur les activités visant à éradiquer la polio dans le monde;
- **Sommet mondial des Nations Unies pour le développement durable**, Johannesburg (Afrique du Sud), août-septembre 2002 – Exposé d'un représentant de Rotary sur le rôle des ONG;
- **Sommet sur le microcrédit + 5**, New York, novembre 2002 – Un représentant de Rotary a prononcé un discours mettant en lumière l'importance qu'accorde Rotary au microcrédit et l'action de l'organisation dans ce domaine;
- **Partenariats pour une meilleure santé dans les Amériques de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) (célébration du centième anniversaire)**, Washington, décembre 2002 – Discours d'ouverture de l'ancien Président de Rotary International, Frank Devlyn, sur le rôle des organisations non gouvernementales en matière de santé mondiale;
- **Forum mondial de l'eau**, Osaka (Japon), mars 2003 – Des projets de Rotary dans le domaine de l'eau ont été mis en valeur dans le cadre du forum en ligne et d'une exposition de Rotary International;
- **Colloque de l'OMS et des CDC sur l'eau salubre**, Nairobi (Kenya), mai 2003 – Discours d'ouverture d'un représentant de Rotary International sur des questions relatives à l'eau et sur les objectifs du Millénaire pour le développement;
- **Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales**, ONU, New York, septembre 2001-2004 – Des représentants de Rotary y ont participé tous les ans. Des projets de Rotary

International ont été présentés dans le cadre de débats parallèles lors des conférences de 2003 et de 2004;

- **Débat de haut niveau du Conseil économique et social**, ONU, New York, juin 2004 – Présentation des célébrations du centenaire de Rotary lue par le Vice-Président du Conseil économique et social au nom du Président;
- **Commission de la condition de la femme**, ONU, New York, mars 2004 – Pour la première fois, Rotary International a organisé avec Soroptimist et Zonta International une table ronde pour mieux faire connaître le rôle des femmes au sein des clubs Rotary.

Prix et titres honorifiques

- Prix du héros de santé publique des Amériques de l'OPS – L'ancien Président de Rotary International, docteur Carlos Canseco (Mexique), 2002.
- Prix Gates pour la santé mondiale – Fondation Rotary de Rotary International, 2002.
- Prix de l'excellence en matière de service public (EPSA) de l'American Academy of Pediatrics (AAP) – Rotary International, 2004.

Participation aux réunions et activités des organismes des Nations Unies

Des représentants de Rotary International assistent régulièrement aux réunions des conseils exécutifs et des comités préparatoires, ainsi qu'à d'autres manifestations et activités des organismes et organes subsidiaires des Nations Unies, afin de recenser des préoccupations et objectifs communs qui correspondent à la mission de Rotary International. Ces représentants facilitent la communication entre Rotary International et les organismes des Nations Unies aux plus hauts niveaux, tout en favorisant la collaboration dans le cadre de projets communs menés avec les organismes des Nations Unies à l'échelle locale.

En complément des tables rondes et séminaires susmentionnés, organisés dans le cadre des grandes conférences des Nations Unies, Rotary International participe également, en collaboration avec des organismes des Nations Unies, à des réunions et séminaires régionaux consacrés à un seul thème suscitant un intérêt mutuel, comme la faim, l'alphabétisation, l'eau ou le sida.

Autres activités

Plusieurs représentants de Rotary International sont actuellement présidents ou membres de Comités de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies et de Comités d'ONG, dont le Conseil des ONG auprès de l'UNESCO, le Comité des ONG auprès de l'UNICEF, le Comité des ONG auprès du Département de l'information de l'ONU et le Comité des ONG sur la condition de la femme. En 2000, Rotary International a été élu au conseil exécutif de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies et les représentants de Rotary International à New York ont joué un rôle de catalyseur dans la formation du Comité de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies chargé de l'éducation.

Activités communes de promotion et de parrainage

Une lettre commune signée par le Président de Rotary International et le Directeur général de l'UNESCO a été envoyée en octobre 2002 à tous les clubs et districts Rotary du monde, ainsi qu'aux Commissions nationales de l'UNESCO, afin d'encourager les deux organisations à collaborer à l'échelle locale. Rotary International et le siège de l'UNESCO ont envoyé en 2004 une lettre complémentaire visant à approfondir les relations entre les districts Rotary et les Commissions nationales locales de l'UNESCO dans 18 pays.

5. Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church

Statut consultatif spécial accordé en 1985

La Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church (WMS) a été fondée en 1864 et s'efforce de créer des occasions et des moyens de répondre aux besoins et aux préoccupations changeants des habitants du monde entier. La Société est l'antenne d'action sociale de l'Église épiscopaliennne méthodiste, qui a créé des sociétés dans le monde entier et qui regroupe environ 800 000 femmes. La WMS est active dans huit pays des Caraïbes, huit pays d'Afrique australe, cinq pays d'Afrique occidentale, en Amérique latine, ainsi qu'au Suriname, au Guyana, au Mozambique, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et aux États-Unis d'Amérique. La Société s'occupe surtout des questions qui préoccupent les femmes, les enfants et les familles, mais estime qu'il convient d'adopter une approche globale des collectivités locales.

La Société travaille également en affiliation avec plusieurs autres organisations, dont la Church Women United, le National Council of Negro Women, la Fédération mondiale des femmes méthodistes, Bread for the World, Children's Defense Fund et plusieurs commissions du Conseil mondial des Églises et du Conseil national des Églises (États-Unis). La WMS est également accréditée auprès du Département de l'information de l'ONU et a assisté aux réunions hebdomadaires du Département ainsi qu'à la conférence annuelle des ONG qui se tient en septembre chaque année.

Pendant la période considérée (2001-2004), la WMS a continué d'exercer les prérogatives que lui confère sa qualité d'ONG dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Nous avons assisté aux réunions hebdomadaires du Département de l'information, ainsi qu'à bon nombre des sessions extraordinaires et réunions de commissions de l'ONU au cours des quatre dernières années. On citera notamment la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (2001), la troisième réunion préparatoire des enfants (UNICEF, juin 2002); la cinquante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (2001); la Conférence des enfants sur l'environnement, tenue à Victoria (Canada) (2004); la cinquante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (2002); le parrainage de la participation d'une jeune femme à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants; la Conférence Global InfoSec de 2002; les cinquante-sixième et cinquante-septième Conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (2003 et 2004). La WMS continue à constituer une bibliothèque de référence, composée de documents traitant des questions et des préoccupations exprimées au sein de l'ONU et des organisations affiliées. Nous continuons à diffuser auprès de nos adhérents des informations et des documents relatifs aux programmes et projets des Nations Unies qui correspondent à nos préoccupations premières.

Nous continuons à organiser tous les ans au mois d'octobre notre conférence annuelle des ONG, au cours de laquelle sont proposés des ateliers, des séminaires et des débats animés par des membres du personnel des programmes des Nations Unies. On trouvera ci-après un bref récapitulatif des programmes quadriennaux :

2001 : Thème général : « Exploiter notre potentiel mondial : le pouvoir d'une seule personne ». Invités : Values Caucus, qui a présenté un séminaire interactif intitulé « Imaginer des missions importantes ». Les questions du racisme, de la justice environnementale et du volontariat ont été les principaux thèmes abordés. Parmi les présentateurs figuraient M^{me} Debra Robinson, PDG et fondatrice d'International Possibilities, Inc. (Washington); M. Damu Smith, chef de projet à Greenpeace (Washington); et M. Tim Tweed, expert en recrutement et en communication auprès d'Americore Service et de Vista (Philadelphie).

2002 : Thème général : « Les Nations Unies : une fenêtre sur le monde ». Invités : M^{me} Lucia Rodriguez, représentante de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies. Séminaires : « Explorer de plus grandes possibilités de partenariat », par un représentant du Conseil économique et social; « Visualiser de nouveaux horizons », par un représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), un représentant du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM); un représentant du Programme commun des Nations Unies sur le sida (ONUSIDA). Intervenante du déjeuner de travail : M^{me} Wendy Fitzwilliam, ambassadrice itinérante du Fonds des Nations Unies pour la population.

2003 : Thème général : « Partenariat des ONG pour la promesse de sauver nos enfants de la pauvreté, de la guerre et de l'analphabétisme ». Dans le cadre de ce thème, nous nous sommes associés à l'UNICEF, qui a coparrainé notre conférence. Aux côtés de M^{me} Kate Webber, administratrice au Fonds des États-Unis pour l'UNICEF et de M^{me} Meg Gardner, directrice générale de l'éducation et des partenariats avec les collectivités au Fonds des États-Unis pour l'UNICEF, un ensemble remarquable de présentateurs ont traité de divers sujets et programmes. Séminaires spéciaux : *Règlement de conflits*, M. Andres Guerrero, administrateur chargé de l'éducation pour le développement (UNICEF), *Aperçu général de l'action de l'UNICEF*, M^{me} Kimberly Gamble Payne, adjointe au Bureau des partenariats publics de l'UNICEF; *Les enfants au milieu des conflits armés*, M. Kimmie Weeks, cofondateur de Youth in Action International et *Les enfants et l'environnement*, M. James Sniffen du Programme des Nations Unies pour l'environnement. À la suite de sa présentation, nous avons parrainé la participation de deux jeunes à la Conférence sur l'environnement qui a eu lieu en juillet 2004 à New London (Connecticut). M. Thomas Kennedy, Vice-Président principal des programmes de Covenant House et Président de la campagne des États-Unis visant à ratifier la Convention des Nations Unies relative aux enfants a prononcé le discours d'ouverture. Pendant la partie de nos activités consacrée aux Nations Unies, M^{me} Kate Ramsey, coordonnatrice au FNUAP de la campagne mondiale pour venir à bout de la fistule obstétricale, a présenté le problème de façon remarquable et le docteur Susan Stukes, représentante des ONG pour l'organisation Links, a présenté au groupe un projet d'accouchement sans risques, l'Initiative Maama Kit. Intervenant du déjeuner de travail : M. Olara A. Otunnu, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Représentant spécial du Secrétaire général, a parlé avec ferveur de la question des enfants et des conflits armés.

À la suite de la conférence de la WMS et des ONG de 2003, le rôle de notre organisation n'a plus consisté seulement à diffuser des informations mais également à intervenir activement sur la scène mondiale, en partenariat avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le cadre de plusieurs projets. Avec l'UNICEF, nous avons apporté notre soutien à plusieurs projets de type « École en

boîte », avons participé au programme « Trick or Treat » de l'UNICEF et avons directement versé à l'UNICEF plus de 3 400 dollars.

2004 : En novembre 2003, nous avons lancé une campagne, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en vue de réunir des fonds pour acheter des trousseaux « Maama Kits » (dans le cadre d'une initiative d'accouchement sans risques) devant être distribués au Mozambique. Nous avons le plaisir d'annoncer que notre conférence de la WMS et des ONG de 2004 a eu lieu au Mozambique. Nous nous sommes rendus sur le continent africain pour établir un mémorandum d'accord entre le Ministère de la santé du Mozambique, l'Associação Mocambicana Para Desenvolvi Mentode Familia (AMODIFA), une ONG locale, chargée de la préparation et de la distribution des trousseaux, et l'OMS Mozambique, qui supervise le projet en partenariat avec la WMS. Nous avons réuni plus de 100 000 dollars des États-Unis pour acheter et distribuer ces trousseaux d'accouchement sans risques aux femmes du Mozambique. Dans les deux ans à venir, nous distribuerons ces fonds à cette fin.

Ces quatre dernières années ont été une période passionnante et productive pour la Société, car nous avons mis à profit notre statut auprès du Conseil économique et social et du Département de l'information pour obtenir des changements positifs en faveur des personnes en difficulté. Cela a considérablement renforcé et élargi notre conception de notre responsabilité mondiale et nous a permis d'entrer en relation avec d'autres organisations œuvrant en faveur des femmes et des enfants, de la paix et de la justice, de la santé et des droits de l'homme. Nous continuerons à promouvoir les programmes et projets des Nations Unies, à œuvrer en faveur de la ratification des déclarations et des résolutions ainsi qu'à chercher d'autres possibilités de partenariat ou de parrainage commun d'initiatives en rapport avec les problèmes mondiaux correspondant aux objectifs du Millénaire pour le développement.